

Intervista a Samir Amin

Breve Introduzione/presentazione

1. Il governo dell'Autorità Palestinese guidato da Hamas sembra essere sempre più isolato. Quale dovrebbe essere l'attitudine della comunità internazionale per favorire la ripresa del dialogo tra Israeliani e Palestinesi?

Les accords d'Oslo laissaient croire qu'une paix définitive était possible en Palestine. Malheureusement Israël n'a pas renoncé à son ambition d'expansion coloniale qui implique le nettoyage ethnique et l'annihilation des droits du peuple palestinien, et, après que Rabin eut violé ces accords, Sharon en a officialisé l'abandon. La solution du problème ne passe pas par l'exercice de pressions sur la victime et le refus de coopérer avec l'autorité palestinienne élue- fut elle Hamas, mais par des pressions sur l'agresseur. Le soutien pratiquement inconditionnel des Etats Unis et derrière eux de l'Europe à la politique d'expansion d'Israël est à l'origine de l'impasse.

2. É notizia di questi giorni l'intensificazione della crisi nucleare iraniana. Teme di più il riarmo di Teheran o la possibilità di un intervento armato preventivo americano?

On ne voit pas pourquoi l'Iran, comme tous les pays, n'aurait pas le droit d'accéder au nucléaire, réservé à quelques uns. La "non prolifération" des armements nucléaires elle même ne serait acceptable que si son principe était imposé à tous de la même manière, donc en particulier à Israël, et si les Etats Unis renonçaient à faire des "guerres préventives" et à utiliser des armes nucléaires, ce qui n'est pas le cas. La crise en cours est évidemment dangeureuse, Washington n'ayant pas renoncé à son projet de contrôle militaire du "grand Moyen Orient" pétrolier, qui implique l'agression militaire contre l'Iran. L'Europe, en s'alignant une fois encore derrière Washington, comptera parmi les victimes de cette politique insensée, acceptant par là même de dépendre intégralement des décisions de Washington pour son ravitaillement pétrolier.

3. E in tutto questo, cosa pensa della posizione l'Europa?

Les différentes puissances européennes avaient eu jusqu'en 1945 des politiques méditerranéennes propres à chacune d'elles, le plus souvent conflictuelles d'ailleurs. Après la seconde guerre mondiale les Etats de l'Europe occidentale n'ont pratiquement plus de politique méditerranéenne et arabe, ni particulière à chacun d'eux, ni commune, autre que celle que l'alignement sur les Etats Unis implique, même si dans ce cadre, la Grande Bretagne et la France, qui avaient des positions coloniales dans la région, ont mené des batailles d'arrière garde pour conserver leur avantage. La construction européenne n'a pas substitué au retrait des puissances coloniales une politique commune opérant dans ce domaine. On se souvient que lorsque, à la suite de la guerre israélo-arabe de 1973, les prix du pétrole ont été réajustés, l'Europe communautaire, surprise dans son sommeil, a redécouvert alors qu'elle avait des « intérêts » dans la région. Mais ce réveil n'a pas suscité de sa part une initiative importante quelconque, par exemple concernant le problème palestinien.

4. Però forse questo non è del tutto vero per un paese come la Francia.

La France, pays à la fois atlantique et méditerranéen, héritier d'un Empire colonial, n'a pas renoncé à s'exprimer comme une Puissance. Ses gouvernements successifs de l'après guerre avaient tenté de préserver leurs positions coloniales par le moyen d'une surenchère atlantiste antisoviétique. De Gaulle avait rompu avec ces illusions et conçu le triple projet ambitieux de moderniser l'économie française, de conduire un processus de décolonisation permettant de substituer un néo-colonialisme souple aux formules anciennes désormais dépassées et de compenser les faiblesses intrinsèques à tout pays moyen comme la France par l'intégration européenne. Dans cette dernière perspective de Gaulle concevait une Europe capable de s'autonomiser vis à vis des Etats Unis non seulement au plan économique et financier, mais également politique et même, à terme, militaire, tout comme il concevait, à terme également, l'association de l'URSS à la construction européenne («l'Europe de l'Atlantique à l'Oural»). Mais le gaullisme n'a pas survécu à son fondateur et, à partir de 1968, les forces politiques françaises tant de la droite que de la gauche sont progressivement revenues à une vision de la construction européenne rétrécie à sa dimension de « marché commun », ce qui impliquait l'abandon de toute politique arabe propre à la France. Cet alignement atlantiste est peut être remis en question depuis l'occupation militaire de l'Irak par les Etats-Unis.

5. E l'Italia che dovrebbe essere portata quantomeno dalla sua posizione geopolitica ad avere una politica mediterranea ?

L'Italie en dépit de sa position géographique n'a pas - de ce fait - une politique arabe, efficace ou autonome. Longtemps marginalisée dans le développement capitaliste, l'Italie a été contrainte d'inscrire ses ambitions méditerranéennes dans le sillage d'une alliance obligée avec d'autres puissances européennes, plus décisives.

L'atlantisme, dans le sillage des Etats Unis a dominé les options des gouvernements italiens depuis 1947. Il est, chez les chrétiens démocrates, tempéré par la pression de l'universalisme de la tradition catholique. Il est caractéristique que la papauté a souvent pris de ce fait des positions vis à vis des peuples arabes (notamment dans la question palestinienne) et de ceux du tiers monde moins rétrogrades que celles de nombreux gouvernements italiens et occidentaux en général. Le courant mittel européeniste plonge ses racines dans le XIXe siècle italien et la coupure Nord-Sud que l'unité italienne n'a pas surmontée. Accroché aux intérêts du grand capital milanais, il suggère de donner la priorité à l'expansion économique de l'Italie vers l'Est européen, en association étroite avec l'Allemagne. La droite italienne, réunifiée sous la direction de Berlusconi au pouvoir, a fait l'option de s'inscrire dans le sillage de l'axe atlantique.

6. USA: Quali sono gli interessi strategici americani nell'area?

Le Moyen Orient, avec désormais ses extensions en direction du Caucase et de l'Asie Centrale ex soviétiques, occupe une position d'une importance particulière dans la géostratégie/géopolitique du projet hégémoniste des Etats Unis. Il doit cette position à trois facteurs : (i) L'accès au pétrole à bon marché relatif est vital pour l'économie de la triade; et le meilleur moyen de voir cet accès garanti consiste, bien entendu, à s'assurer le contrôle politique de la région. (ii) Mais la région tient son importance tout également à sa position géographique, au centre de l'ancien Monde, en s'y installant les Etats Unis parviendraient simultanément à vassaliser l'Europe, dépendante pour son ravitaillement énergétique, et à soumettre la Russie, la Chine et l'Inde à un chantage permanent assorti de menaces d'interventions militaires si nécessaire. (iii) Les efforts déployés avec continuité et constance par Washington depuis 1945 pour s'assurer le contrôle de la région - et en exclure les Britanniques et les Français - n'avaient jusqu'ici pas été couronnés de succès. La raison en est que tout simplement le projet du populisme nationaliste arabe (et iranien) entrainé de plein fouet en conflit avec les objectifs de cet hégémonisme. La page de cette époque est tournée et les pouvoirs nationalistes se sont enfoncés dans des dictatures sans programme. Le vide créé par cette dérive a ouvert la voie à l'Islam politique et aux autocraties obscurantistes du Golfe, les alliés préférentiels de Washington.

7. Face aux initiatives des Etats-Unis, l'Europe imagine-t-elle une alternative ?

Le contrôle du Moyen Orient est une pièce maîtresse du projet d'hégémonie mondiale de Washington. Il y a déjà une dizaine d'années Washington avait pris l'initiative d'avancer le projet d'un « marché commun du Moyen Orient » dans lequel des pays du Golfe auraient fourni le capital, les autres pays arabes la main d'œuvre à bon marché, réservant à Israël le contrôle technologique et les fonctions de l'intermédiaires obligé. Accepté par les pays du Golfe et l'Egypte, le projet se heurtait néanmoins au refus de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. Il fallait donc, pour aller de l'avant, abattre ces trois régimes. Or c'est aujourd'hui fait pour l'Irak.

La question est alors de savoir quel type de régime politique doit être mis en place, capable de soutenir le projet. Les discours d'emballage de la propagande de Washington parlent de « démocraties ». En fait Washington ne s'emploie à rien d'autre qu'à substituer aux autocraties usées du populisme dépassé des autocraties obscurantistes prétendues « islamiques » (respect de la spécificité culturelle des « communautés » oblige). L'alliance renouvelée avec un Islam politique dit « modéré » (c'est à dire capable de maîtriser la situation avec suffisamment d'efficacité pour interdire les dérives « terroristes » - celles dirigées contre les Etats Unis et elles seules bien entendu) constitue l'axe de l'option politique de Washington. C'est dans cette perspective que la réconciliation avec l'autocratie archaïque du système saoudien sera recherchée.

Face au déploiement du projet des Etats Unis, les Européens inventaient leur propre projet, baptisé « partenariat euro méditerranéen ». Un projet fort peu hardi, encombré de bavardages sans suite, mais qui, lui également, se proposait de « réconcilier les pays arabes avec Israël », tandis qu'en excluant les pays du Golfe du « dialogue euro méditerranéen » ces mêmes Européens reconnaissaient par là même que la gestion de ces derniers pays relevait de la responsabilité exclusive de Washington.